

---

# Bulgarie : le pays lui-même est un «hot spot», et l'État menacé de disparition selon l'Église orthodoxe

## Description

Par Céline Bayou (sources : *Novinite, Douma, EurActiv.com, Rossiiskaïa gazeta*)

La chancelière allemande, Angela Merkel, a suscité le trouble en Bulgarie en laissant entendre, le 23 septembre 2015 à l'issue d'un sommet européen extraordinaire, que le Premier ministre bulgare, Boïko Borissov, avait demandé l'installation de «hotspots», ces centres de réception des réfugiés, en Bulgarie. Aussitôt, les partis politiques d'opposition se sont insurgés contre cette prétendue demande, qualifiée de «tragédie» par Ataka, la formation nationaliste, et dénoncée par le Parti socialiste bulgare comme attestant le manque de consultations dans le pays.

Depuis, les membres du gouvernement n'en finissent pas de se justifier et d'assurer qu'il n'en est rien. La vice-Première ministre, Meglena Kouneva, a déclaré que l'UE ne pouvait forcer un pays à installer des «hotspots» sur son territoire mais son explication, confuse, est loin d'avoir convaincu: un «hotspot» ne sera installé que si la Bulgarie le décide ou si la nécessité se fait sentir... Pour le moment, les centres d'accueil qui existent ne seraient occupés qu'à 49% de leurs capacités. Au 25 septembre, ils accueilleraient 2.513 personnes, les migrants ayant rarement l'intention de rester en Bulgarie mais souhaitait rejoindre au plus vite l'Allemagne ou l'Autriche.

Le Premier ministre, lui, en a profité pour signaler qu'il avait insisté, lors du sommet européen, sur l'attitude troublante de Bruxelles, qui ne porte pas selon lui une attention suffisante à la Bulgarie, frontière extérieure de l'UE particulièrement exposée aux flux migratoires actuels du fait notamment de sa frontière avec la Turquie. Le pays remplit selon lui toutes les conditions pour entrer dans l'espace Schengen mais l'UE n'en tient pas compte et fait preuve d'une étonnante incapacité d'anticipation. B.Borissov aurait notamment reproché à Bruxelles de ne s'intéresser qu'à la Grèce et à l'Italie, alors qu'Ankara a déjà mis en garde Sofia sur les flux potentiels de réfugiés à venir. Le Premier ministre n'aurait donc pas demandé à ouvrir un centre de réception mais bien plutôt tenté de faire comprendre à ses interlocuteurs que la Bulgarie elle-même «est» un hot spot.

L'Église orthodoxe bulgare est venue s'introduire dans le débat, affirmant qu'elle va continuer à prendre part à l'aide fournie aux migrants déjà présents sur le territoire, mais demandant aux autorités bulgares de ne plus laisser entrer d'autres migrants. *«Nous estimons que notre gouvernement ne doit en aucune façon autoriser d'autres migrants à entrer dans le pays. Pour ceux qui sont déjà là, il est de notre devoir, en tant que chrétiens orthodoxes et en tant que société, de veiller sur eux autant que possible et autant que nos ressources nous le permettent. Mais c'est tout.»*, a déclaré le Saint Synode. Le texte diffusé note en outre que le problème doit être solutionné par ceux qui l'ont créé: *«Il n'est pas juste que le peuple bulgare orthodoxe paie le prix de notre disparition en tant qu'État.»* Dès lors, il ne s'agit pas seulement d'alléger les conséquences mais de résoudre les causes. Accusé d'avoir réagi avec retard à la crise provoquée par l'afflux de réfugiés dans le pays, le Saint Synode rétorque que, de son expérience millénaire, l'Église orthodoxe a appris à ne pas prendre de décisions hâtives dans des situations transitoires. Et de conclure sur le fait qu'outre les besoins matériels des migrants et la solidarité qu'on peut leur manifester, cette crise pose des questions concernant la stabilité, voire

l'existence, de l'État bulgare.

**date créée**

26/09/2015

**Champs de Méta**